



## Activité de l'artisanat du bâtiment : Sans surprise, la baisse de l'activité se poursuit. Le recul est de – 3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013.

Pour le quatrième trimestre consécutif, l'activité en volume recule. La dégradation des carnets de commande ne permet pas d'espérer une amélioration rapide malgré les récentes annonces gouvernementales.

### MÉMO DU TRIMESTRE

ACTIVITÉ GLOBALE	- 3 %
NEUF	- 6 %
ENTRETIEN RÉNOVATION	- 1,5 %

### PRÉVISIONS 2013

ACTIVITÉ GLOBALE	- 3 %
NEUF	- 6 %
ENTRETIEN RÉNOVATION	- 0,5 %

(Évolution en volume de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment)

Le recul de l'activité de – 3 % résulte d'un décrochage net dans le neuf de – 6 % et de la poursuite du repli de – 1,5 % en entretien-rénovation.

La construction neuve continue de se dégrader, marquée à la fois par des conditions climatiques rudes et une conjoncture économique particulièrement difficile. A la fin février 2013, on compte 336 000 mises en chantier soit une baisse de – 18,3 % sur les 12 derniers mois cumulés. Sur la même période, le nombre de permis de construire est également en repli – 7 %.

L'entretien-amélioration voit son activité baisser comme au trimestre précédent de – 1,5 %. Les travaux d'amélioration de la performance énergétique des logements sont encore en légère croissance avec 0,5 % de progression ; notons néanmoins que cette croissance fléchit fortement puisqu'elle était de + 3 % au même trimestre de l'année précédente.

L'ensemble des corps de métiers est affecté par cette dégradation et affiche une diminution d'activité comprise entre – 4 % et – 2 %, la maçonnerie restant l'activité la plus impactée. Toutes les régions françaises sont

concernées, exceptés le Sud-Est et le Sud-Ouest qui connaissent une moindre dégradation.

Dans ce contexte, la dégradation des trésoreries s'est accélérée au premier trimestre 2013. Plus d'un tiers des professionnels font état d'une détérioration de leur trésorerie contre 26 % au trimestre précédent. Cet indicateur atteint ainsi son niveau le plus bas depuis le début de la crise. De plus, les besoins en trésorerie se sont encore accrus. En effet, en avril 2013, plus de 60 % des entreprises ont un besoin de trésorerie supérieur à 10 000 euros (contre seulement 27 % en janvier 2011). Le montant moyen de besoins en trésorerie est de 22 000 euros.

Les carnets de commandes offrent peu de visibilité ; ils sont inférieurs à 3 mois et représentent 87 jours de travail. Ces prévisions concernent l'ensemble des entreprises quelles que soient leur taille et leur activité. Toutefois, les carnets de commande en entretien-rénovation semblent particulièrement affectés avec 45 % des professionnels qui déclarent une chute des prises d'ordre. Dans la construction neuve, les carnets de commandes sont très légèrement plus étoffés qu'en fin d'année, 34 % des professionnels

envisagent une baisse contre 37 % au trimestre précédent.

La demande s'est fortement contractée, suite à la crise économique du pays et face aux incertitudes liées à la hausse du chômage et à la baisse historique du pouvoir d'achat ; les ménages ralentissent leur consommation et les entreprises diffèrent leurs projets d'investissement.

La TVA réduite à 5 % sur la construction et la rénovation de logements sociaux, la limitation des recours abusifs contre les permis de construire, la subvention de 1 350 euros pour les travaux de rénovation effectués par les classes moyennes ainsi qu'un moratoire de deux ans sur les nouvelles normes constituent les principales mesures annoncées dans le « plan d'urgence » et présenté par le Président de la République le 21 mars 2013.

Au-delà de ces annonces, la filière construction espère d'autres mesures pour relancer la construction neuve et l'entretien-rénovation. Ainsi, les artisans du bâtiment attendent que la TVA à 5 % soit étendue à la rénovation de logements anciens afin de soutenir durablement la demande de travaux dans cette période de crise.

## VOLUME D'ACTIVITÉ

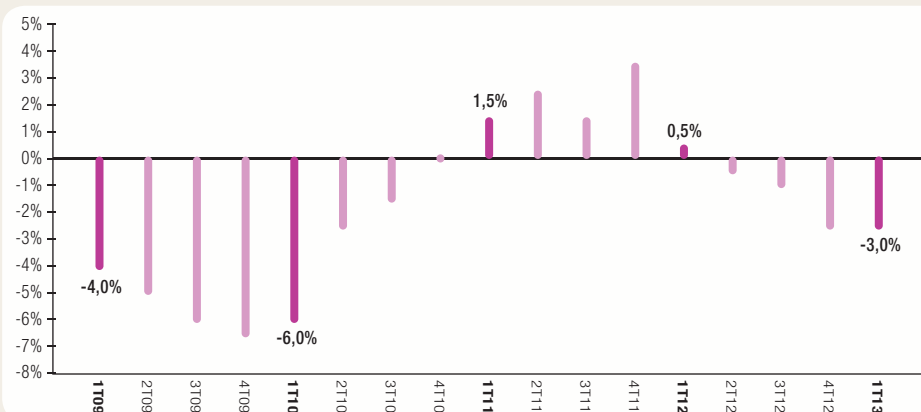
### Le recul se poursuit

Le volume d'activité des artisans du bâtiment continue de se dégrader au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 avec un recul de 3 %.

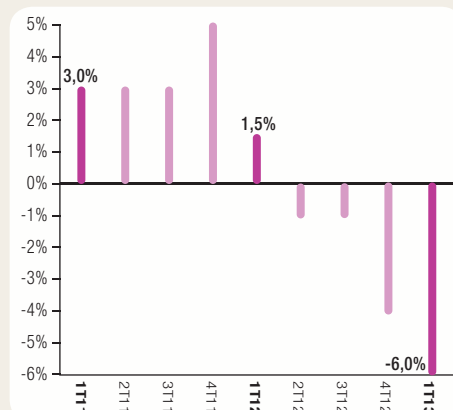
Le segment du neuf est particulièrement affecté avec un repli de 6 % en volume par rapport au même trimestre de l'année précédente. L'entretien-amélioration voit à nouveau son activité reculer de 1,5 % ce trimestre.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements a augmenté de seulement 0,5 % (contre + 3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2012).

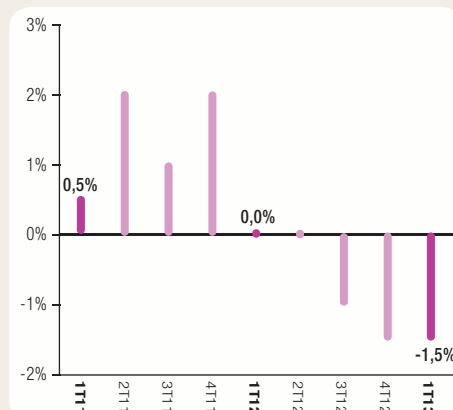
### Activité globale



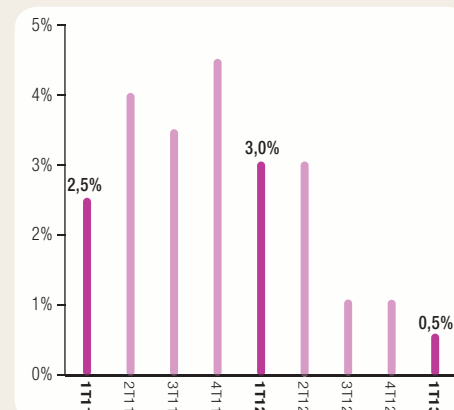
### Construction neuve



### Entretien-rénovation



### Travaux d'Amélioration des Performances Énergétiques du Logement (APEL)



Sources : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

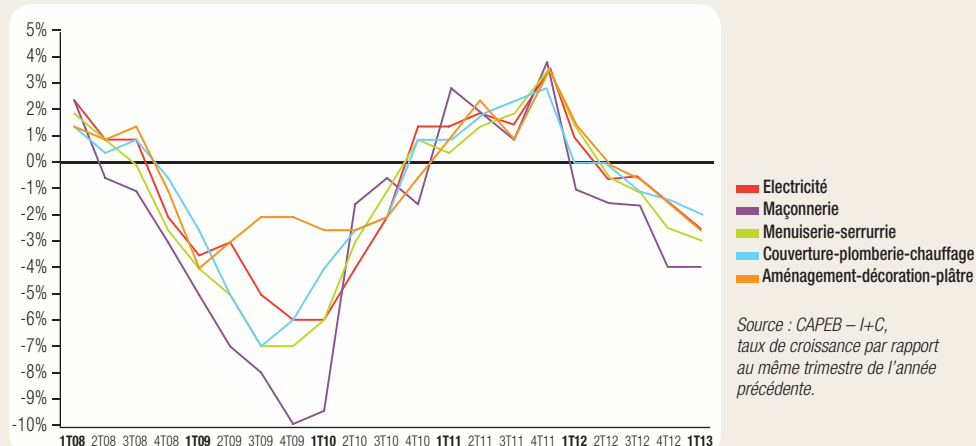
## ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

### Tous les corps de métiers reculent

La dégradation du volume d'activité se situe entre - 2 % et - 4 % pour les différents métiers.

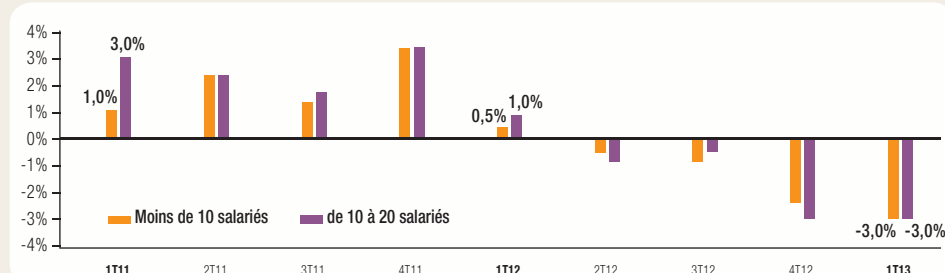
Les travaux de maçonnerie sont de nouveau, ce trimestre, les plus impactés avec une baisse de 4 %. Les activités de menuiserie-serrurerie subissent une baisse de 3 %, alors que dans le même temps, les activités d'aménagement-décoration-plâtrerie et d'électricité reculent de 2,5 %.

L'activité couverture-plomberie-chauffage, quant à elle, enregistre une baisse d'activité de 2 %.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

## ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

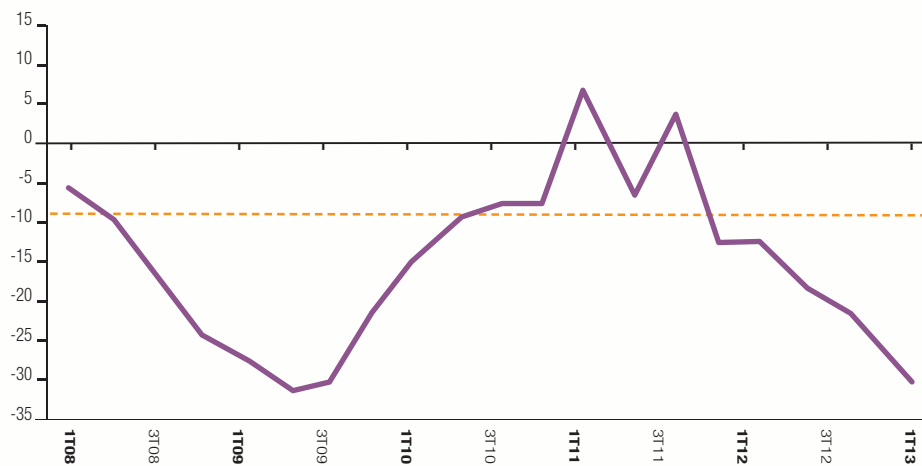
### Un recul de 3 % quelle que soit la taille de l'entreprise

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2013, les entreprises de moins de 10 salariés et les entreprises entre 10 et 20 salariés enregistrent un recul d'activité de 3 %.

# Trésorerie et délais de paiement

La note de  
**Conjoncture**  
de la CAPEB

## LE SOLDE D'OPINION



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

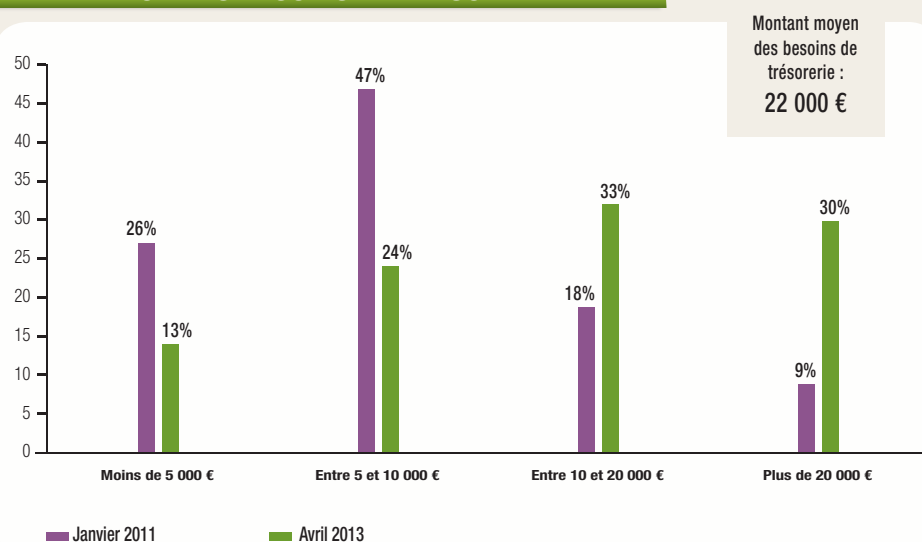
## La dégradation de la trésorerie des entreprises artisanales s'accélère

La trésorerie des entreprises poursuit sa dégradation au premier trimestre 2013.

38 % des professionnels font état d'une détérioration de leur trésorerie alors que seulement 4 % soulignent une amélioration.

Le solde d'opinions relatif à l'évolution de la trésorerie est négatif depuis 5 trimestres consécutifs. Il atteint son niveau le plus bas depuis le début de la crise.

## RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

## Les besoins de trésorerie s'accroissent

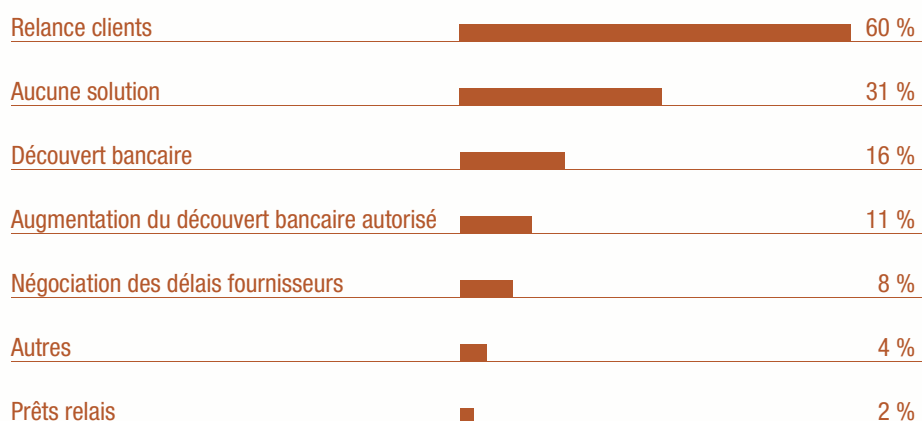
47 % des entreprises font état de besoins de trésorerie en avril 2013 (contre 23 % en janvier 2011).

En avril 2013, le montant moyen des besoins de trésorerie est de 22 000 euros.

Les besoins de trésorerie se sont aggravés. En effet, pour plus de 60 % des entreprises, ils sont supérieurs à 10 000 euros (contre seulement 27 % en janvier 2011).

En avril 2013, le délai de paiement moyen des clients est de 21 jours. 15 % des entreprises déclarent une hausse de ce délai alors que seulement 2 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 11 % des entreprises contre seulement 4 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

## SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

La solution la plus fréquemment mise en place pour résoudre les problèmes de trésorerie est la relance clients. En effet, 69 % des entreprises ont constaté des retards de paiements de clients.

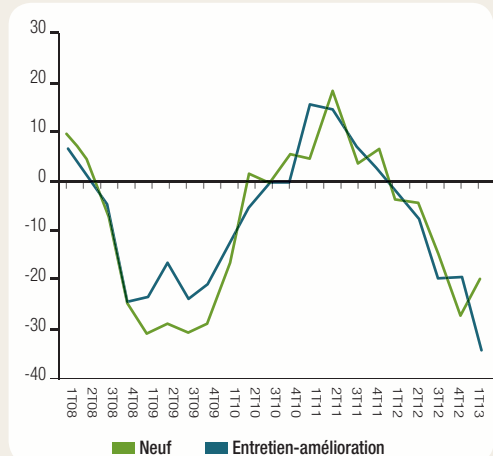
44 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiements (en moyenne 16 jours).

Le découvert bancaire et l'augmentation du découvert bancaire autorisé sont également utilisés par les entreprises.

A noter que dans plus de 31 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune solution.

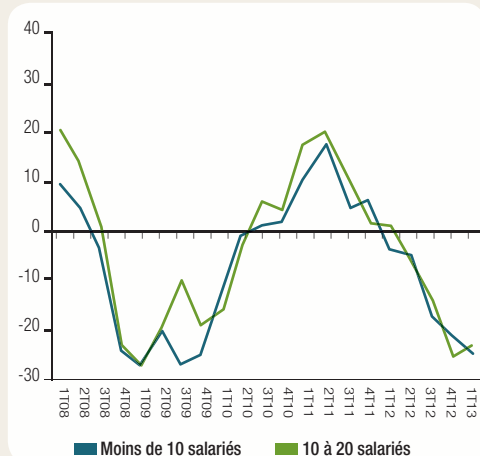
## CARNETS DE COMMANDES

### Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

### Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



## Des perspectives peu rassurantes

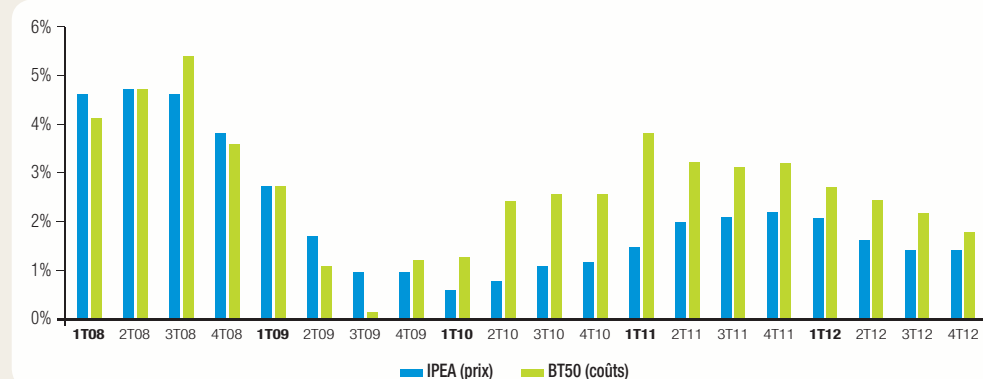
Les carnets de commandes représentent 87 jours au 1er trimestre 2013 (contre 107 jours en janvier 2012). Le renouvellement des plans de charge poursuit sa dégradation dans l'entretien-amélioration, alors que dans le neuf les carnets de commandes accusent une moindre baisse. Le recul des carnets de commandes touche l'ensemble des professionnels. Toutefois, ceux des entreprises de 10 à 20 salariés semblent légèrement moins dégaris qu'au trimestre dernier.

## ENTRETIEN-AMELIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

### Des prix qui progressent toujours moins vite que les coûts

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, les coûts augmentent de 1,8 % (contre 2,2 % au trimestre précédent). Quant aux prix des travaux d'entretien-amélioration, leur progression s'établit à 1,4 %. Depuis plus de 3 ans, les coûts progressent plus vite que les prix.

#### Evolution comparée des prix et des coûts



Source : MEDDE ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

#### Evolution des prix par corps de métiers (4T2012/ 4T2011)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	0,7 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	0,3 %
Menuiseries Bois PVC	2,4 %
Couverture zinguerie	1,5 %
Génie climatique	2,0 %
Plomberie sanitaire	2,2 %
Electricité	1,5 %
Menuiserie métallique Serrurerie	1,5 %
Plâtrerie	0,4 %

## MÉMO

### Indice des prix à la consommation

Valeur en mars 2013	Évolution annuelle (M/M-12)
<b>125,69</b>	<b>+ 0,9 %</b>

### Indice du coût de la construction

Valeur au 4T12	Évolution annuelle (T/T-4)
<b>1 639</b>	<b>+ 0,06 %</b>

### Indice de référence des loyers

Valeur au 1T13	Évolution annuelle (T/T-4)
<b>124,25</b>	<b>+ 1,54 %</b>

Source : INSEE, indice base 100 au 4<sup>ème</sup> trimestre 1998.

### Index BT50

Valeur en décembre 2012	Évolution annuelle (M/M-12)
<b>182,8</b>	<b>+ 1,8 %</b>

Source : MEDDE, publication au JO du 28/03/2013.

### Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en février 2013	Évolution annuelle (M/M-12)
<b>2 052,9</b>	<b>- 6,8 %</b>

### Cours du cuivre

En dollars/tonne en février 2013	évolution annuelle (M/M-12)
<b>8 070</b>	<b>- 4,2 %</b>

### Cours du zinc

En dollars/tonne en février 2013	évolution annuelle (M/M-12)
<b>2 127</b>	<b>+ 3,3 %</b>

### Prix de vente des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en janvier 2013	évolution annuelle (M/M-12)
<b>116,2</b>	<b>+ 0,5 %</b>

### Prix de vente du béton prêt à l'emploi

Valeur en décembre 2012	évolution annuelle (M/M-12)
<b>115,4</b>	<b>+ 1,5 %</b>

### Prix de vente des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en janvier 2013	évolution annuelle (M/M-12)
<b>121,4</b>	<b>- 3,8 %</b>

Source : INSEE, indice base 100 en 2005.

## ACTIVITÉ ET CARNETS DE COMMANDES

### Activité

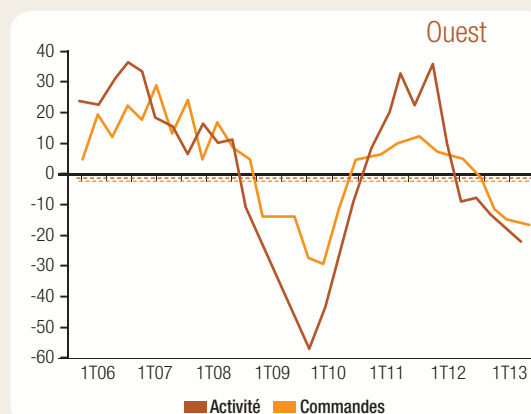
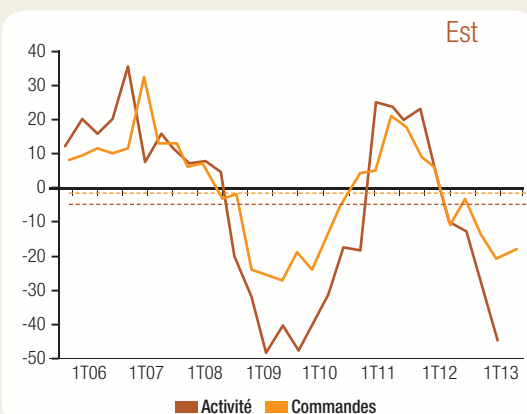
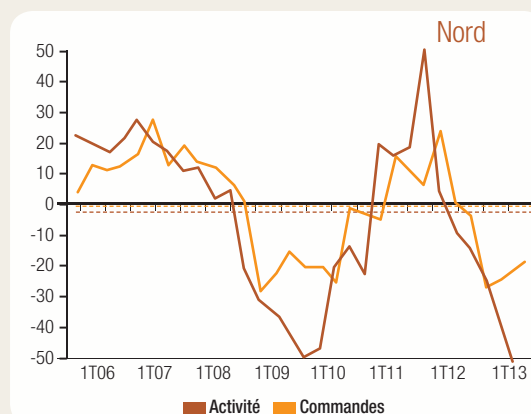
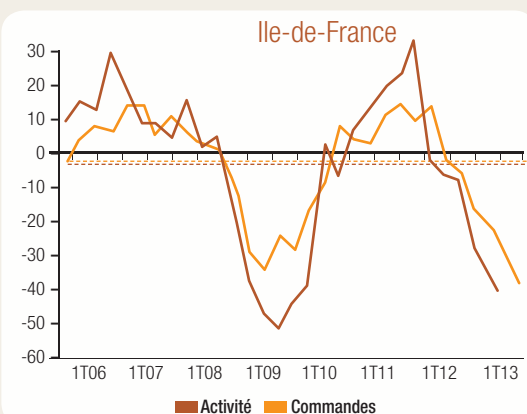
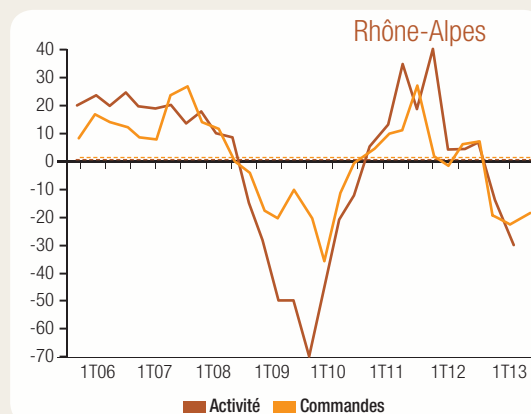
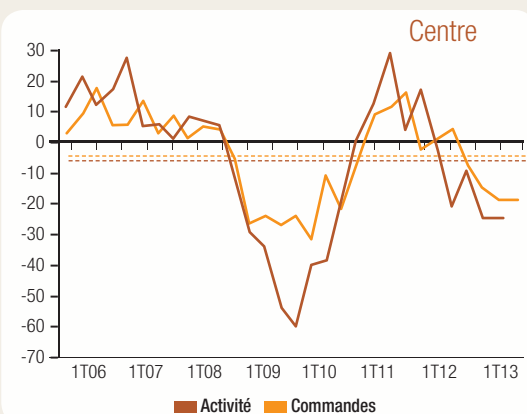
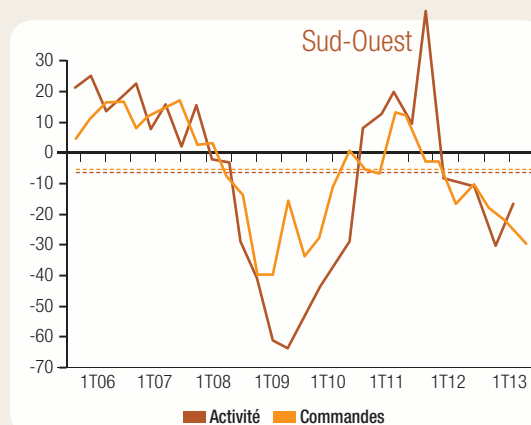
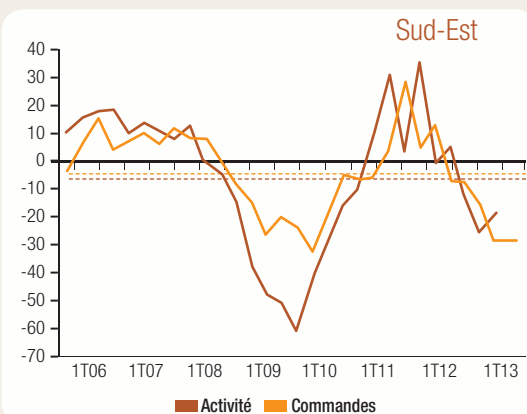
L'activité enregistre un net recul dans l'ensemble des régions, exceptés le Sud-Est et le Sud-Ouest qui connaissent une légère amélioration.

### Commandes

Le renouvellement des carnets de commandes reste difficile dans toutes les régions, même si le Centre, le Nord et l'Est connaissent une légère amélioration.

#### Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

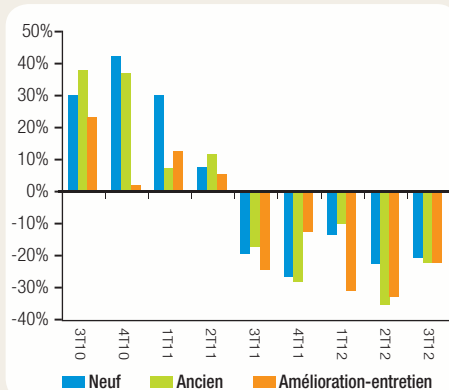
Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leur activité et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse. La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents. Les points situés au-dessus de l'axe représentant la moyenne sur longue période traduisent des opinions majoritairement favorables (de plus en plus favorables lorsque les points s'éloignent de l'axe et inversement). À l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe correspondent à des opinions plutôt défavorables (de plus en plus négatives lorsque les points s'éloignent de l'axe et inversement).



N.B. : la courbe relative aux commandes, c'est-à-dire à l'activité prévue, est avancée d'un trimestre. Les courbes en pointillés représentent les moyennes sur longue période.

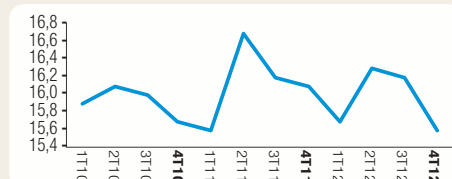


## CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS



Source : Banque de France.

### Evolution du taux d'épargne des ménages



Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

Au 4<sup>ème</sup> trimestre, le taux d'épargne diminue et atteint 15,6 %, pour s'établir à 16,0 % en moyenne sur l'année (après 16,2 % en 2011). En effet, les ménages ont puisé dans leur épargne quand ils le pouvaient pour maintenir leur consommation. En 2012, le taux d'épargne reste néanmoins élevé avec 16 % (contre 16,2 % en 2011).

## Les crédits en baisse pour le cinquième trimestre consécutif

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf continuent de baisser au 3<sup>ème</sup> trimestre 2012 (- 19,9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente). Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens diminuent, quant à eux, de 21,6 %. Enfin, les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration enregistrent une baisse de 21,1 %.

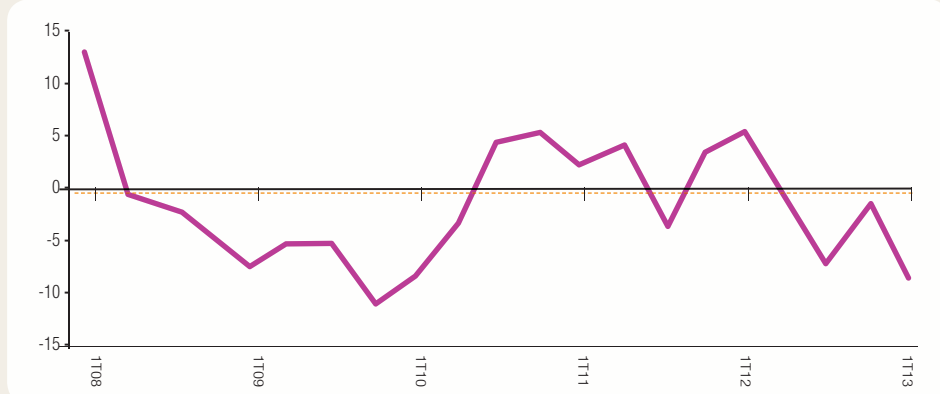
Le montant global des crédits octroyés aux ménages recule ainsi de 21,1 % pour le cinquième trimestre consécutif.

## COLLECTIVITÉS LOCALES

### Un solde qui reste négatif

8 % des entreprises enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 17 % constatent une baisse.

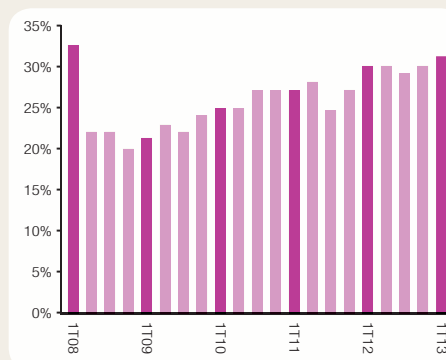
Le solde d'opinions reste donc encore négatif ce trimestre.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (graphique de gauche, solde d'opinions) et (graphique de droite, pourcentage d'entreprise).

## 31 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

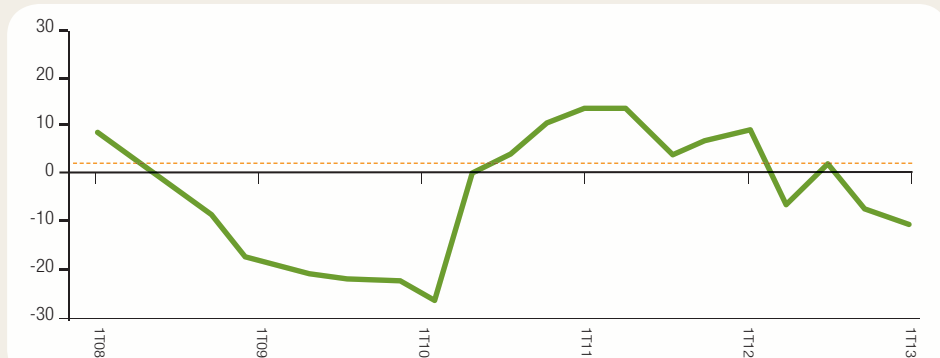
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales s'établit à 31 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (contre 30 % au même trimestre de l'année précédente).



## SOUS-TRAITANCE

### La sous-traitance encore en baisse

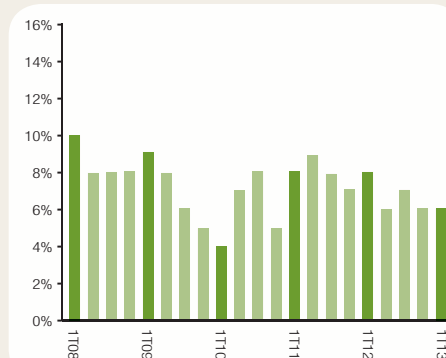
16 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que seulement 6 % constatent une progression.



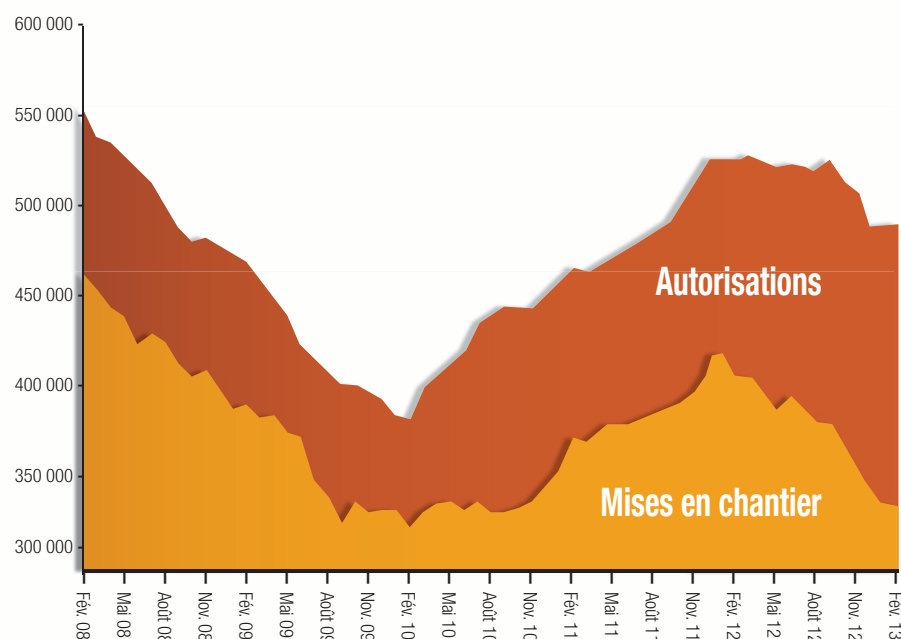
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (graphique de gauche, solde d'opinions) et (graphique de droite, pourcentage d'entreprise).

## 6 % des entreprises travaillent en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 6 % ce trimestre (contre 8 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2012).



## NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



### Le recul des mises en chantier s'accroît

A la fin février 2013, on totalise 336 000 logements commencés (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 18,3 % sur un an.

Les mises en chantier de logements individuels purs se sont effondrées - 15,4 % et s'établissent à 118 500 sur 12 mois cumulés.

En février, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés continue de reculer - 7,4 %.

### Type de logements commencés

### Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin février 2013)

### Variation

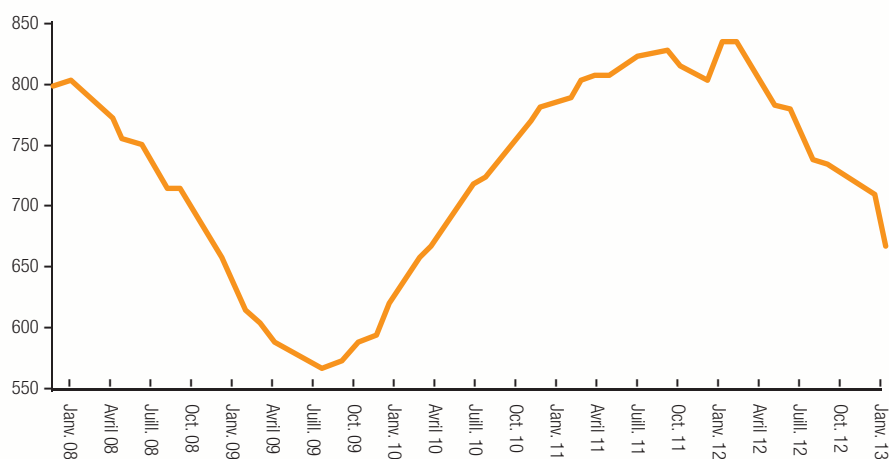
(Mars 2012 à fév. 2013) / Mars 2011 à fév. 2012)

Individuels purs	118 510	-15,4 %
Individuels groupés	44 143	-19,8 %
Collectifs	152 746	-20 %
Logements en résidence	20 385	-17,9 %
<b>Total</b>	<b>335 784</b>	<b>-18,3 %</b>

Source : MEDDE.

## ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).



### Les ventes de logements anciens plongent

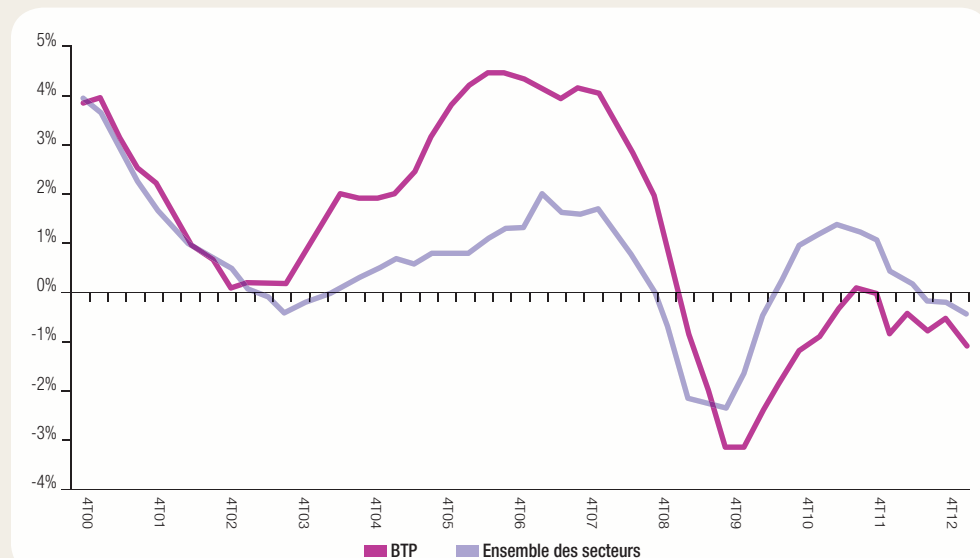
En janvier 2013, on totalise 665 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 20,5 % sur un an.

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

## EMPLOI DANS LE BTP

### Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 421 200 au quatrième trimestre 2012, soit une baisse de l'emploi (-1 %) sur un an.



Source : INSEE.

### Emploi intérimaire

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, le secteur de la construction totalise 108 651 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 117 140 au même trimestre de l'année précédente.

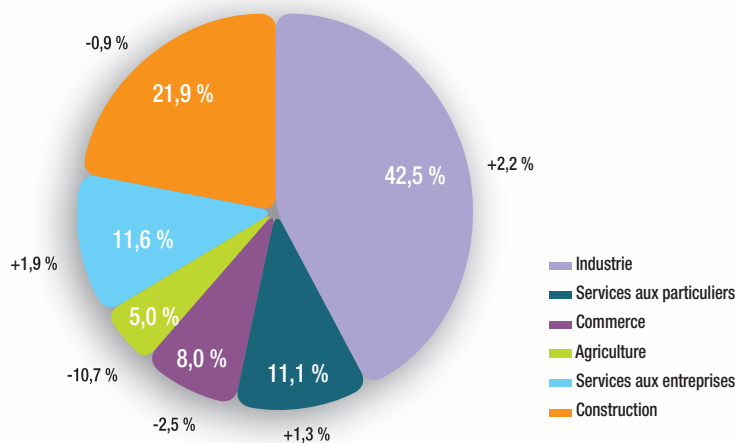
Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,1 %.

### Les prévisions d'embauche s'effondrent dans le secteur de la construction

Les intentions d'embauche décrochent à nouveau dans la construction (80 900 projets, -10,7%) après l'embellie de courte durée en 2012 (+2,2%).

Les postes proposés dans ce secteur sont plus pérennes (65,1% contre 49,4 % en moyenne).

### Evolution (2013/2012) et répartition du nombre de projets d'embauche par secteur



Source : Enquête BMO 2013 - Pôle Emploi - Credoc.

## DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

### Créations : - 9,5 %

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, 10 938 entreprises ont été créées dans le bâtiment (y compris auto-entrepreneurs). En cumul sur un an, le total de créations s'établit à 59 140, soit une baisse de 9,5 % en glissement annuel sur 12 mois.

### Défaillances : - 0,2 %

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, 3 894 défaillances d'entreprises ont été enregistrées. En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 14 323, soit une baisse de 0,2 % en glissement annuel sur 12 mois.

### Cessations : + 3,7 %

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2012, 10 852 cessations d'entreprises ont été enregistrées. En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 35 391, soit une hausse de 3,7 % en glissement annuel sur 12 mois.

Source : Coface Services.



CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES  
PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

2, rue Béranger - 75140 Paris Cedex 03  
Tél. : 01 53 60 50 00 - Fax : 01 45 82 49 10  
e-mail : capeb@capeb.fr

POUR TOUTE INFORMATION,  
UTILISEZ VOTRE ESPACE RÉSERVÉ SUR :

**www.capeb.fr**